

LETTRE ADRESSEE LE 15 JANVIER 1948 PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
DU PAKISTAN AU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES AU SUJET DE LA SITUATION
DE L'ETAT DE JAMMU ET CACHEMIRE

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre les documents suivants :

Document I - Réponse du Pakistan à la plainte formulée par l'Inde
contre le Pakistan en application de l'Article 35
de la Charte des Nations Unies.

Document II - Exposé des litiges entre l'Inde et le Pakistan
capables de menacer le maintien de la paix et
de la sécurité internationales. Le Pakistan
étant un Etat Membre des Nations Unies, a l'honneur
de porter ces litiges à la connaissance du Conseil
de sécurité, en application de l'Article 35 de la
Charte des Nations Unies.

Document III - Exposé détaillé de la thèse du Pakistan en ce qui
concerne les questions traitées dans les documents I
et II.

Je vous prie de bien vouloir soumettre ces documents au Conseil
de sécurité et l'inviter à examiner la plainte mentionnée au document II
le plus tôt possible. Je vous prie également de bien vouloir veiller
à ce que toutes les mesures prévues à propos des documents de cette
nature soient prises aussi rapidement que possible.

Veuillez agréer, etc...

Zafrulla Khan
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement du Pakistan.

GOUVERNEMENT DU PAKISTAN

DOCUMENT I

REPONSE DU PAKISTAN A LA PLAINTE FORMULEE PAR L'INDE

1. En application de l'Article 35 de la Charte des Nations Unies, le Gouvernement de l'Inde a porté à la connaissance du Conseil de sécurité l'existence, entre l'Inde et le Pakistan, d'une situation capable de constituer une menace au maintien de la paix et de la sécurité internationales. De l'avis de l'Inde, cette situation est due "à l'aide que les envahisseurs, comprenant des ressortissants du Pakistan et des hommes appartenant à des tribus du territoire immédiatement adjacent au Pakistan au nord-ouest, obtiennent du Pakistan pour des opérations dirigées contre l'Etat de Jammu et Cachemire qui a demandé son rattachement au Dominion de l'Inde et en constitue partie intégrante". Elle a demandé au Conseil de sécurité "d'inviter le Pakistan à cesser immédiatement de prêter cette assistance, qui constitue un acte d'agression contre l'Inde". Au cas où le Pakistan ne se conformerait pas à cette invitation, le Gouvernement de l'Inde menace également d'ordonner "l'entrée en territoire pakistanais pour entreprendre des opérations militaires contre les envahisseurs".

2. Les accusations spécifiques formulées par le Gouvernement de l'Inde contre le Pakistan sont :

- a) Que les envahisseurs sont autorisés à traverser le territoire pakistanais;
- b) Qu'ils sont autorisés à se servir du territoire pakistanais comme base d'opérations;
- c) Qu'ils ont dans leurs rangs des ressortissants du Pakistan;

- d) Qu'ils reçoivent une grande partie de leur équipement militaire, de leurs moyens de transport et de leurs approvisionnements (y compris l'essence) du Pakistan, et
- e) Que des officiers pakistanais les entraînent, les dirigent et leur prêtent assistance par d'autres moyens encore.

3. Avant d'exposer en détail sa propre version des faits dans le document III, le Gouvernement du Pakistan tient à démentir immédiatement et formellement l'allégation selon laquelle il prêterait aide et assistance aux prétendus envahisseurs ou aurait commis un acte d'agression quelconque contre l'Inde. Au contraire, et dans le seul dessein de maintenir des relations amicales entre les deux Dominions, le Gouvernement du Pakistan a continué à faire tout ce qui était en son pouvoir pour décourager le mouvement tribal par tous les moyens, sauf la guerre. Cette attitude a provoqué des ressentiments très graves dans tout le pays, mais malgré le risque très réel de troubles importants, le Gouvernement du Pakistan ne s'est pas départi de cette politique. En raison des circonstances qui ressortiront clairement de l'exposé des événements qui figurent au document III, il se peut qu'à titre individuel, un certain nombre de membres de tribus et de personnes originaires du Pakistan aident en tant que volontaires le Gouvernement Azad du Cachemire dans sa lutte pour la liberté, mais il est faux de dire que le territoire pakistanais soit utilisé comme base d'opérations militaires. Il est également inexact de prétendre que le Gouvernement du Pakistan fournit de l'équipement militaire, des moyens de transport et des approvisionnements aux "envahisseurs" ou que des officiers pakistanais les entraînent, les dirigent et leur prêtent assistance par d'autres moyens encore.

GOVERNEMENT DU PAKISTAN

DOCUMENT II

PLAINTIE FORMULEE PAR LE PAKISTAN CONTRE L'INDE

1. Il existe depuis un certain temps déjà entre le Dominion de l'Inde et le Dominion du Pakistan une situation telle qu'elle a donné lieu à des litiges capables de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. En application de l'Article 35 de la Charte des Nations Unies, le Gouvernement du Pakistan soumet à l'attention du Conseil de sécurité l'existence de ces litiges et invite le Conseil de sécurité à adopter des mesures appropriées en vue du règlement desdits litiges et du rétablissement de relations amicales entre les deux pays.

2. Un exposé détaillé de l'origine et des circonstances qui ont donné naissance à ces litiges figure au document III; nous en donnons ici un bref résumé:

A. Anticipant sur les résultats des travaux de la Commission des frontières, créée conformément à l'Indian Independence Act de 1947, chargée d'effectuer la démarcation des frontières entre l'est et l'ouest du Pendjab et l'est et l'ouest du Bengale, les gouvernements non-musulmans entreprirent une grande campagne de "génocide" contre la population musulmane du Pendjab oriental, de Delhi, d'Ajmer, et des Etats de Kapurthala, Faridkot, Jind, Nabha, Patiala, Rharatpur, Alwar et Gwalior etc., à laquelle participèrent la population, les fonctionnaires, la police et les forces armées des Etats en question et de l'Union de l'Inde. Cette campagne a débuté en juin 1947 et dure encore. Au cours de l'exécution de cette campagne soigneusement préparée, un grand nombre de musulmans - des centaines de milliers - ont été massacrés dans pitié.

un plus grand nombre encore ont été mutilés, blessés et estropiés, et plus de cinq millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été chassés de leurs foyers vers les régions avoisinantes du Pakistan occidental. Des crimes bestiaux et indescriptibles ont été commis contre des femmes et des enfants. Des biens valant des centaines de millions de roupies ont été détruits, pillés et pris de force. Un grand nombre de musulmans ont été forcés, à la suite de violences extrêmes et de menaces de violence, de faire des déclarations selon lesquelles ils renonçaient à leur foi et adoptaient la foi sikh ou hindoue. Un grand nombre de reliques et de lieux de culte musulmans ont été profanés, détruits ou convertis à des usages dégradants. C'est ainsi par exemple que dans l'Etat d'Alwar, aucun lieu de culte n'est resté debout. Parmi d'autres résultats de cette campagne, le plus grave a été que plus de cinq millions de musulmans ont été refoulés dans le territoire du Pakistan occidental dans un état de misère extrême, et qu'un très grand nombre d'entre eux sont condamnés à mourir de privations, de maladie ou des effets du climat rigoureux du Pakistan occidental en hiver. En dehors même de l'amas effroyable de misères et de souffrances humaines provoquées par cet exode, l'arrivée d'aussi grandes quantités de réfugiés a eu un effet très grave sur l'économie du Pakistan occidental. Ces événements ont démontré que la religion, la culture et la langue des 35 millions de musulmans qui vivent dans l'Union de l'Inde, et leur existence même, sont menacées, étant donné que le Gouvernement de l'Inde, non seulement n'a pas fourni aux musulmans des régions mentionnées ci-dessus la protection nécessaire, mais que la police et les forces armées de l'Union de l'Inde et les dirigeants des Etats en question ont activement participé au massacre et aux autres atrocités dont la population musulmane a été victime.

B. En septembre 1947, conformément au droit qui leur était accordé par le plan de partage convenu et l'Indian Independence Act de 1947, les Etats de Junagadh et de Manavadar ont déclaré qu'ils adhéraient au Pakistan, en devenant partie intégrante et acquirent ainsi des droits aux bénéfices de l'armistice entre le Pakistan et l'Inde. Dès que cette adhésion fut annoncée, l'Inde déclencha une guerre des nerfs contre ces deux Etats et contre certains autres Etats, plus petits, du Kathiawar, dont l'intention d'adhérer au Pakistan était bien connue. Un prétendu gouvernement "provisoire" du Junagadh fut créé à Bombay, avec l'accord du Gouvernement de l'Inde et l'aide active de ses fonctionnaires; ce gouvernement transféra ultérieurement son quartier général à Rajkot, au Kathiawar, où il s'empara par la force de propriétés appartenant à l'Etat de Junagadh et en expulsa des fonctionnaires du Junagadh. Les forces armées de l'Union indienne, agissant en commun avec les forces de certains Etats hindous du Kathiawar qui avaient adhéré à l'Union indienne, envahirent l'Etat du Junagadh le long de toutes ses frontières terrestres et rendirent pratiquement impossible toute communication par voie normale des autorités et de la population musulmane de l'Etat avec le monde extérieur. La circulation des chemins de fer du Junagadh et les services postaux et télégraphiques entre l'Etat et le reste du pays furent virtuellement interrompues. On créa, en adoptant divers moyens, un état de panique à l'intérieur de l'Etat, dont le but était d'arrêter le fonctionnement de l'administration. Finalement, les forces de l'Union indienne entrèrent dans l'Etat sous prétexte d'une invitation du Dewan (Premier ministre) de l'Etat. L'entrée de ces forces dans l'Etat inaugura une orgie de massacres et de pillages de la population musulmane. C'est ainsi que fut instauré un régime de terreur qui dure encore.

Cette action, de la part du Gouvernement de l'Inde, équivalait à une attaque directe et à une agression contre le Pakistan, que le Pakistan aurait eu le droit de repousser par la force. Cependant, le Pakistan s'abstint

d'entreprendre des opérations militaires dans l'espoir que la situation pourrait être réglée d'une manière satisfaisante par la conciliation. Malgré une série ininterrompue de protestations et de représentations du Pakistan, cet espoir s'est révélé vain. Si cette situation n'était pas fermement prise en mains maintenant et résolue d'une manière satisfaisante, il ne resterait plus au Pakistan qu'à entreprendre des opérations militaires appropriées pour débarrasser ces Etats des forces armées de l'Inde et les restituer à leurs gouvernants légitimes.

C. L'Etat de Jammu et Cachemire, qui touche au Pakistan occidental au sud et à l'ouest et qui a une population musulmane de près de quatre-vingt pour cent et un souverain hindou, conclut un armistice avec le Pakistan dans la deuxième moitié du mois d'août. Le territoire de l'Etat fut acheté à la Compagnie des Indes orientales, en 1846, par l'arrière-grand-père du souverain actuel, pour 7 millions 1/2 de roupies et depuis ce temps, la population musulmane de cet Etat a été opprimée et exploitée par ses maîtres hindous Dogra. A plusieurs reprises, la population musulmane s'est soulevée contre ses oppresseurs, mais ses soulèvements ont toujours été réprimés sans pitié. Le Maharajah savait donc qu'aucune tentative faite pour rattacher le pays à l'Union de l'Inde ne serait tolérée par son peuple et qu'elle provoquerait, sur toute l'étendue du territoire, des réactions violentes et des soulèvements qu'il serait incapable de maîtriser avec ses propres forces. Apparemment, il conclut l'armistice avec le Pakistan pour assurer ses communications, qui traversaient toutes le Pakistan, et le maintien de ses approvisionnements qui ne pouvaient être transportés qu'à travers le Pakistan. L'Etat obtint un étroit couloir vers le Pendjab oriental lui donnant accès à l'Union de l'Inde, à la suite d'un arbitrage de Sir Cyril Redcliffe, fixant les frontières

de la façon la plus déloyale et la plus injuste. Le désir personnel du Maharajah, comme il est indubitablement prouvé par les événements ultérieurs, était d'adhérer à l'Union de l'Inde, mais il n'osait pas prendre cette décision par crainte de l'attitude bien connue de l'énorme majorité de son peuple et des conséquences auxquelles pareille décision pourrait l'exposer. Le moyen qu'il adopta fut d'apaiser les sentiments de ses sujets musulmans par le moyen de l'armistice et de créer ensuite une situation qui lui fournirait une excuse pour faire appel à l'aide militaire de l'Union de l'Inde et transférer ainsi au Gouvernement de l'Inde la responsabilité de s'occuper de son peuple. Pour mettre ce plan à exécution, des bandes armées de Sikhs et d'Hindous et des troupes du Maharajah se livrèrent au massacre de la population, qui débuta dans la deuxième moitié de septembre et provoqua des soulèvements de la population musulmane dans différentes parties de l'Etat. Les événements tragiques et la situation dans le Pendjab oriental et dans les Etats sikhs et hindous situés à l'intérieur et autour de cette province, avaient convaincu la population musulmane de l'Etat de Cachemire et Jammu que le rattachement de cet Etat à l'Union indienne équivaldrait à la signature de leur arrêt de mort.

Quand commencèrent les massacres, la population musulmane de l'Etat se rendit compte qu'elle allait subir le même sort que ses coréligionnaires de Kapurthala, Faridkot, Nabha, Jind, Patiala, Bharatpur et Alwar, etc..... Une vague de terreur parcourut alors l'Etat ainsi que les districts avoisinants du Pendjab et de la province frontière du nord-ouest. Dans leur situation désespérée, les musulmans de l'Etat décidèrent de faire une dernière tentative pour conserver leur liberté et, en fait, pour sauvegarder leur existence même; dans cette lutte, ils avaient l'entière sympathie des musulmans, leurs parents et amis, des districts avoisinants du Pakistan. Plusieurs milliers de musulmans de l'Etat, en particulier ceux de la région de Poonah, avaient servi la cause des Nations Unies au cours de la deuxième Guerre mondiale, et ils décidèrent de vendre chèrement leur vie dans la lutte qu'ils allaient devoir mener. Le Maharajah se saisit de ce prétexte pour procéder au "rattachement" à l'Union indienne : sur quoi le Gouvernement de l'Inde envoya ses troupes sur le territoire de l'Etat sans prendre avis du Gouvernement du Pakistan, sans même lui faire connaître sa décision, bien que l'Etat eût conclu avec le Pakistan un accord pour le maintien du "statu quo". Le Gouvernement de l'Inde n'avisa d'ailleurs pas davantage les territoires contigus au Cachemire sur presque toute la longueur de ses frontières méridionale et orientale. Le Gouvernement du Pakistan a fait plusieurs efforts pour arriver à un règlement amiable de la situation, mais le Maharajah et le Gouvernement de l'Inde sont restés absolument sourds à chacune des propositions du Pakistan. Entre temps, la population musulmane de l'Etat est victime, dans les régions occupées par les forces indiennes, d'une campagne intense de persécutions et d'oppression.

La population musulmane de l'Etat a constitué un Gouvernement libre (Azad) du Cachemire, dont les forces poursuivent la lutte pour la liberté. Il se peut qu'à titre individuel, certains membres des tribus indépendantes qui vivent dans les régions situées au delà de la province frontière du

nord-ouest, ainsi que des personnes originaires du Pakistan, y compris des réfugiés musulmans du Pendjab oriental qui sont des ressortissants de l'Union indienne, aient rejoint ces forces.

Il est absolument sans fondement de prétendre, comme le fait le Gouvernement indien, que le Gouvernement du Pakistan apporte aide et assistance aux forces libres du Cachemire, que ces forces ont des bases dans le territoire du Pakistan, qu'elles sont instruites par des officiers du Pakistan, ou encore que le Gouvernement du Pakistan leur fournit des armes ou du matériel.

Au contraire, des bandes armées venant du territoire de l'Etat se sont, à diverses reprises, livrées à des incursions et à des raids sur le territoire du Pakistan et les forces de l'armée de l'air de l'Union indienne ont, à plusieurs reprises, bombardé des régions du Pakistan, faisant des victimes et causant des dommages matériels. Les protestations élevées par le Gouvernement du Pakistan contre les actes d'agression commis contre ce pays, et adressées au Gouvernement de l'Inde, sont restées sans réponse. Les attaques auxquelles se sont livrées les unités de l'armée de l'air indienne sur le territoire du Pakistan auraient été, dit-on, dues à des erreurs de calcul, mais ces attaques se poursuivent.

Le Gouvernement de l'Inde a fait savoir qu'il avait l'intention après avoir rétabli l'"ordre" dans l'Etat, de procéder à un plébiscite, afin de connaître la volonté du peuple à l'égard du rattachement de l'Etat à l'Inde ou au Pakistan. Tous ceux qui ont une notion, si superficielle soit-elle, de la situation de l'Etat au cours des cent dernières années n'hésiteraient pas à affirmer qu'un plébiscite organisé alors que les bandes armées sikhs et hindoues et les forces de l'Union de l'Inde occupent le pays et y poursuivent leurs activités, ne serait rien de plus qu'une farce. Un plébiscite libre ne pourra avoir lieu que lorsque tous ceux qui ont pénétré depuis ces derniers mois sur le territoire de l'Etat auront évacué le territoire qu'il s'agisse de troupes ou d'individus isolés, et lorsque le calme aura

été rétabli, sous une administration responsable impartiale et représentative du peuple. Alors, même, il faudra faire en sorte que tous ceux qui auront été forcés ou amenés par contrainte à quitter le territoire de l'Etat depuis le milieu d'août 1947, aient pu rentrer en possession de leurs foyers car l'on craint que, dans la province de Jammu et ailleurs, des régions entières n'aient été vidées de leur population musulmane.

D. Depuis qu'a été annoncée la décision de procéder au partage du sous-continent indien entre le Pakistan et l'Inde, les autorités de l'Inde responsables de l'exécution de cette décision ont adopté à l'égard du Pakistan une attitude d'obstruction et d'hostilité, dont l'un des objectifs est de paralyser le Pakistan dès le début, en le privant de la part de ressources financières et autres qui doit lui revenir. Même dans les cas où des accords ont été conclus, l'application pratique de ces accords a été soit retardée, soit totalement sabotée. Pour donner un exemple manifeste de cette tactique, il suffit de rappeler que l'Inde a manqué aux engagements de l'accord conclu avec le Pakistan au début de décembre 1947, et publié le 9 du même mois, accord qui prévoyait le partage du matériel militaire, des réserves monétaires et des autres avoirs. On trouvera aux paragraphes 26-29 du document III quelques exemples des manquements de l'Inde à ses obligations.

E. Dans la plainte qu'elle a déposée devant le Conseil de sécurité, en application de l'Article 35 de la Charte des Nations Unies, l'Inde menace maintenant le Pakistan d'une attaque directe.

3. En résumé, le Pakistan se plaint :

- (1) de ce que l'Inde n'a jamais accepté de bon cœur le plan de partage et s'est, depuis juin 1947, livrée à des tentatives constantes en vue de le faire échouer;
- (2) de ce que les Musulmans ont été, et sont encore, dans certaines régions qui font maintenant partie de l'Union indienne, notamment le Pendjab oriental, Delhi, Ajmer et dans les Etats de Kapurthala,

Faridkot, Jind, Nabha, Patiala, Bharatpur, Alwar et Gwalior, etc... qui sont en voie de rattachement à l'Inde, -victimes d'une campagne préméditée de "génocide" de la part des gouvernants non-musulmans, du peuple, des fonctionnaires de la police et des forces armées de ces Etats et de l'Union indienne;

(3) de ce que la sécurité, la liberté, le bien-être, la religion, la culture et la langue des musulmans de l'Inde sont gravement en péril;

(4) de ce que les Etats du Junagadh, du Manavadar et certains autres Etats du Kathiawar, qui ont été légalement rattachés au Pakistan et font partie du territoire du Pakistan, ont été occupés, de force et illégalement, par les forces armées de l'Union indienne, de ce que des dommages considérables ont été causés aux personnes et aux biens des habitants musulmans de ces Etats par les forces armées, les fonctionnaires et les ressortissants non-musulmans de l'Union indienne.

(5) de ce que l'Inde a obtenu, par acte frauduleux et violence, que soit rattaché à son territoire l'Etat de Jammu et Cachemire, et de ce que les forces armées du Maharajah de Jammu et Cachemire ainsi que celles de l'Union indienne, et les sujets non-musulmans du Maharajah et de l'Union indienne se soient livrés à un massacre massif des musulmans de l'Etat de Jammu et Cachemire, ainsi qu'au pillage de leurs biens et à des atrocités sur la personne des habitants de cette région.

(6) de ce que la Royal Indian Air Force, les bandes armées venant de l'Union indienne et de l'Etat de Jammu et Cachemire se sont livrées à de nombreuses attaques contre le territoire du Pakistan;

(7) de ce que l'Inde a mis obstacle à l'exécution des accords relatifs au partage entre l'Inde et le Pakistan, ou conclus à la suite de ce partage, entre autres choses, en retenant la part des réserves

monétaires et du matériel militaire qui devait revenir au Pakistan;

(8) de ce que, sous la pression directe ou indirecte du Gouvernement de l'Inde, la Reserve Bank of India se refuse à s'acquitter entièrement de ses obligations en tant que banquier et institut monétaire du Pakistan et de ce que cette pression a pour but de détruire l'édifice monétaire et l'équilibre financier du Pakistan;

(9) de ce que l'Inde menace maintenant le Pakistan d'une attaque militaire directe;

(10) de ce que le but visé par les divers actes d'agression commis par l'Inde contre le Pakistan est la destruction de l'Etat de Pakistan.

4. Le Gouvernement du Pakistan prie le Conseil de sécurité :

(1) d'inviter le Gouvernement de l'Inde

(a) à s'abstenir de commettre des actes d'agression contre le Pakistan;

(b) à donner effet sans retard à tous accords conclus entre l'Inde et le Pakistan, y compris le règlement financier conclu entre l'Inde et le Pakistan et publié le 9 décembre 1947, relatif au partage des réserves monétaires et du matériel militaire du Gouvernement de l'Inde existant avant le partage, ainsi qu'à diverses autres questions;

(c) à cesser d'exercer une influence ou une pression directes ou indirectes sur la Reserve Bank of India en ce qui concerne l'exercice de ses attributions et le respect des devoirs qui lui incombent envers le Pakistan.

(2) de nommer une ou des commissions chargées :

(a) d'enquêter sur les accusations de destruction massive des musulmans dans les régions faisant maintenant partie de l'Union indienne; de dresser une liste des dirigeants,

fonctionnaires et autres individus coupables du crime de "génocide" et d'autres crimes contre l'humanité, ainsi que de complicité dans ces crimes, et de suggérer toutes mesures utiles en vue de déférer ces individus à un tribunal international;

- (b) d'établir et de mettre à exécution des plans pour la restitution de leurs foyers, de leurs terres et de leurs biens aux résidents musulmans de l'Union indienne qui ont été chassés de l'Union indienne ou forcés de quitter ce pays et de se réfugier en Pakistan; de prêter leur concours pour secourir ces réfugiés et les rétablir dans leurs droits; d'obtenir que l'Union indienne leur paie l'indemnité qui leur est due en compensation des dommages et voies de faits qu'ils ont subis, et de prendre les mesures adéquates en vue de la sécurité, de la liberté et du bien-être futurs des musulmans dans l'Inde, et pour la protection de leur religion, de leur culture et de leur langue;
- (c) de prendre des dispositions pour faire évacuer hors de Junagadh, de Manavadar et des autres Etats de Kathiawar qui se sont rattachés au Pakistan, les forces et l'administration civile de l'Union indienne, et de remettre ces Etats à leurs gouvernants légitimes;
- (d) d'aider les résidents des Etats mentionnés à l'alinéa (c), qui se sont enfuis de ces Etats ou en ont été chassés, à retrouver leur foyer, leurs terres et leurs biens; de les aider à obtenir de l'Union indienne une indemnité pour les pertes ou dommages causés par les actes illégaux commis par les forces armées, les fonctionnaires civils et les ressortissants de l'Union indienne dans lesdits Etats;

(e) de prendre des dispositions pour arrêter les hostilités dans l'Etat de Jammu et Cachemire; pour faire évacuer cet Etat par tous les étrangers, qu'ils soient ressortissants du Pakistan ou de l'Union indienne, y compris les membres des forces armées de l'Union indienne; pour réinstaller et rétablir dans leurs droits tous les musulmans ressortissants de l'Etat de Jammu et Cachemire à la date du 15 août 1947, qui ont été forcés de quitter l'Etat à la suite des événements tragiques qui se sont déroulés depuis cette date, et pour leur faire verser par l'Union indienne l'indemnité qui leur est due pour les dommages et voies de fait qu'ils ont subis; de prendre les mesures qui s'imposent en vue de l'installation, dans l'Etat de Jammu et Cachemire, d'une administration impartiale et indépendante, représentant entièrement la population dudit Etat; de procéder ensuite à un plébiscite en vue de connaître la volonté libre et sans entraves du peuple de l'Etat de Jammu et Cachemire en ce qui concerne la question de savoir si l'Etat sera rattaché au Pakistan ou à l'Inde; et

(f) de contribuer et de veiller à l'exécution de tous accords conclus entre l'Inde et le Pakistan conformément à la décision de partage du sous-continent indien, et de résoudre tous différends qui s'élèveraient à ce sujet.

5. Pour conclure, le Gouvernement du Pakistan tient à assurer le Conseil de sécurité et le Gouvernement de l'Inde que le Pakistan désire sincèrement vivre en termes d'amitié avec l'Inde et voir les deux pays entretenir les relations les plus cordiales dans un esprit de collaboration et de bonne intelligence. Ces conditions favorables, que le Pakistan souhaite vivement voir se réaliser, ne peuvent prévaloir que grâce à un règlement juste et satisfaisant des différends qui opposent malheureusement en ce moment les

deux pays. Toute tentative visant à régler l'une quelconque de ces questions isolément est vouée à l'échec et risquerait de compliquer encore une situation déjà délicate et grossie de dangers de conflit. Des relations amicales et cordiales ne peuvent être rétablies que par le règlement de tous les différends qui engendrent en ce moment des frictions et provoquent une intense irritation. Les litiges sur lesquels ce document attire l'attention du Conseil de sécurité sont tous liés les uns aux autres et constituent des phénomènes caractéristiques de l'esprit qui trouble les relations entre les deux pays. L'assainissement de ces relations, le retour à un état de choses propice, dépendent entièrement de la justice du règlement simultané de chacun de ces différends. Le Pakistan espère avec confiance que ce règlement interviendra aussi rapidement que possible grâce à l'entremise du Conseil de sécurité.

GOVERNEMENT DU PAKISTAN

Document III

PRÉCISIONS SUR LE CAS DU PAKISTAN.

1. Le Gouvernement du Pakistan est heureux que le Gouvernement de l'Inde ait décidé d'en référer au Conseil de sécurité. En fait, voici déjà un certain temps qu'il estime que c'est là la seule méthode possible pour régler pacifiquement les différends qui séparent les deux pays. Pendant de nombreux mois, il a déjà essayé sans succès de trouver, par les méthodes indiquées dans l'Article 33 de la Charte, une solution aux différends existant entre les deux Dominions.
2. L'Inde a décidé, en s'en référant au Conseil de sécurité, de se limiter à un seul aspect de la question du Cachemire, ignorant ainsi les problèmes essentiels et fondamentaux qui intéressent l'Etat de Jammu et Cachemire. Mais le problème du Cachemire, même sous tous ses aspects, n'est qu'un maillon de la chaîne d'événements qui se déroule depuis qu'il est devenu évident que le partage de l'Inde constituait la seule solution au problème hindou-musulman. En cas de recours au Conseil de sécurité, on doit donc examiner un ensemble de faits beaucoup plus vaste et tenir compte de toutes les oppositions fondamentales existant entre les deux Dominions.
3. L'origine de l'affaire remonte, en fait, aux événements du milieu de l'année 1946 qui suivirent la manifestation de solidarité musulmane à travers tout le pays, après les dernières élections provinciales. Il devint alors évident que la création du Pakistan était le but que les musulmans se fixaient irrévocablement. Le caractère inévitable du partage du pays, qui se révéla alors manifeste, donna naissance à une vague de profond ressentiment parmi la population hindoue et sikh du sous-continent. Le résultat direct fut que de graves émeutes entre communautés religieuses éclatèrent dans plusieurs villes et provinces de l'Inde, telles que Calcutta, Noakhali, Bihar, Bombay, Garhmukteshwar, Rawalpindi, Lahore et Amritsar.

On avait déjà vu dans le passé des conflits collectifs de cet ordre, mais l'étonnant fut le nombre sans précédent de meurtres commis à Bihar et à Garhmukteshwar, prouvant de manière incontestable l'existence d'un plan bien réglé d'extermination des musulmans. C'est au cours de ces troubles que le Rashtriya Sewak Sangh assumait la responsabilité de plusieurs des massacres les plus brutaux. L'orgie de sang, néanmoins, finit par cesser, mais, la suite des événements l'a prouvé, d'une façon seulement temporaire.

4. L'activité politique du début de l'année 1947 s'accompagna d'une accalmie, mais, peu après l'annonce du plan de partage, le 3 juin 1947, on commença à se rendre nettement compte que le pays allait être plongé dans un bain de sang par les Sikhs fanatiques et par les groupes de militants hindous dirigés par le Rashtriya Sewak Sangh, qui n'avaient pas caché leur opposition au plan de partage, bien que les représentants des trois principales communautés l'eussent accepté.

5. Les autorités eurent connaissance des préparatifs faits par les Sikhs pour susciter des troubles très graves, préparatifs dont, en fait, les chefs sikhs ne faisaient pas mystère, à tel point que le Vice-Roi se trouva dans l'obligation d'avertir le Maharadjah de Patiala, Master Tara Singh, et les autres chefs sikhs que l'on prendrait contre eux des mesures énergiques. A une réunion que le Vice-Roi tint au début de juillet 1947 avec les chefs du Congrès et de la Ligue musulmane ainsi qu'avec les membres du gouvernement provisoire, on décida d'arrêter immédiatement plusieurs chefs sikhs en vue, notamment Master Tara Singh et Udham Singh Nagoke. Ces arrestations furent néanmoins différées sous un prétexte ou sous un autre, et on laissa les Sikhs passer à l'exécution de leur plan en se livrant à une attaque soigneusement préparée contre un train spécial qui transportait des employés du Gouvernement du Pakistan et leurs familles de

Delhi à Karachi, le 9 août 1947.

6. Au fur et à mesure de l'exécution du plan, il devint clair que les Sikhs, encouragés et activement secondés par les Hindous, avaient résolu de liquider, par des moyens violents et sanglants, toute la population musulmane du Pendjab oriental. L'objet du plan était de tuer ou de chasser les musulmans pour installer à leur place la population sikh que l'on était en train d'expulser du Pendjab occidental, conformément à un plan établi. Le procédé consistait à désarmer la population musulmane et à la laisser ensuite à la merci de bandes armées que l'armée et la police secondaient activement. On a des preuves nombreuses que ce plan bénéficiait de l'appui total et du concours actif, non seulement des fonctionnaires du Gouvernement du Pendjab oriental, mais aussi des Etats sikhs comme le Patiala, le Kapurthala et le Farikdot. Plusieurs mois avant le partage du pays en août 1947, l'Alwar et le Bharatpur avaient donné l'exemple en liquidant toute leur population musulmane grâce à des massacres, à un nombre considérable de conversions forcées et à l'expulsion du reste des musulmans. Le Patiala, le Farikdot, le Jind, le Kapurthala, en fait, tous les Etats hindous et sikhs du Pendjab oriental suivirent cet exemple en se livrant à de nouvelles atrocités et à de nouveaux crimes. Le Malerkotla, petit Etat voisin dans le Pendjab oriental, dont la population est en majorité non-musulmane et dont le souverain est musulman, offre un contraste heureux, puisqu'il n'y a pas eu le moindre trouble dans cet Etat et que la population non-musulmane y a été parfaitement en sécurité. En revanche, le Kapurthala, dont la population, comme celle du Cachemire, était composée d'une majorité de musulmans avec un souverain non-musulman, ne compte pour ainsi dire plus de musulmans aujourd'hui. De même, sur de vastes étendues des territoires à majorité musulmane qui, en exécution de l'Arbitrage sur les frontières (Boundary Award) avaient été comprises de la manière la plus injuste dans le Pendjab oriental,

on s'est débarrassé des musulmans en les massacrant, en les forçant à se convertir et en les expulsant. Le pays entier a été ravagé par le fer et par le feu, des multitudes ont été massacrées et d'innombrables femmes ont été enlevées. En fait, la décence interdit de mentionner certains des crimes dont les femmes furent victimes. Des millions d'êtres humains ont été chassés de chez eux par l'emploi impitoyable de la force. Le processus se développa secteur par secteur et finit par la tragédie dont Delhi, la capitale de l'Inde, fut le théâtre. Selon le Gouvernement de l'Inde lui-même, l'administration se montra pendant plusieurs jours complètement impuissante dans la capitale. La destruction et la profanation des mosquées, des tombes et des lieux saints, ainsi qu'un nombre considérable de conversions forcées caractérisèrent ces événements. Dans l'Alwar par exemple, chaque mosquée a été détruite.

7. Pendant que ce vaste plan de "génocide" était mis à exécution dans le Pendjab oriental, et dans les régions voisines, le Gouvernement du Pakistan fit des efforts répétés pour persuader le Gouvernement de l'Inde d'y mettre un terme. Un certain nombre de conférences réunirent les deux Dominions, presque toujours à la demande du Gouvernement du Pakistan, mais, tandis que, du bout des lèvres, il reconnaissait la nécessité de restaurer l'ordre, le Gouvernement de l'Inde ne faisait aucun effort pour mettre à exécution ses promesses. En fait, il devint manifeste qu'il était décidé à ne pas laisser subsister de musulmans dans le Pendjab oriental. Le Gouvernement du Pakistan fit appel aux Gouvernements du Commonwealth britannique pour organiser une conférence destinée à trouver les moyens d'écarter cette menace sérieuse contre la paix et la sécurité du sous-continent, mais le Gouvernement de l'Inde s'opposa à cette proposition, sous prétexte qu'elle impliquait une ingérence étrangère. Le Gouvernement du Pakistan proposa également que des observateurs des Nations Unies visitassent immédiatement les régions troublées, mais cette proposition rencontra, elle aussi, l'opposition de l'Inde.

8. Ce plan de liquidation de la population musulmane se poursuit, malgré les déclarations hypocrites du Gouvernement de l'Inde. L'exemple le plus récent

en est donné par les événements survenus dans la cité sainte d'Ajmer, au sujet desquels le Gouvernement du Pakistan avait adressé, quelques semaines plus tôt, un avertissement au Gouvernement de l'Inde. A cet égard, le Gouvernement du Pakistan a peine à croire que le Gouvernement de l'Inde ne soit pas complice de ce vaste plan de "génocide" dont les Sikhs et les Hindous sont les initiateurs et que des personnes dotées d'une autorité officielle encouragent et favorisent comme un moyen de détruire l'Etat nouvellement créé du Pakistan. Les discours et les déclarations des chefs hindous et sikhs corroborent abondamment ce point de vue. Les musulmans de l'Inde sont l'objet d'insultes et d'humiliations calculées, et les chefs hindous en vue, notamment les premiers ministres des provinces, exercent sur eux une pression pour les amener à renoncer à leur langue et à leur culture. On exige d'eux toutes sortes de déclarations de loyalisme. On leur fait tout particulièrement une obligation de dénoncer le Pakistan, de chercher à faire échouer le partage, de se proclamer prêts à combattre le Pakistan aux côtés de l'Inde en cas de guerre entre les deux Dominions, déclaration qui, entre parenthèses, indique les intentions du Gouvernement de l'Inde pour l'avenir. Il est profondément regrettable que, même aujourd'hui, des membres responsables du Gouvernement de l'Inde, notamment le Premier Ministre, déclarent ouvertement leur intention ou leur espoir de ramener le Pakistan au sein de l'Union indienne, tout en sachant parfaitement que seule la conquête par les armes permettrait ce retour. Le Gouvernement du Pakistan a fait maintes fois observer au Gouvernement de l'Inde que des discours et des déclarations de cette nature sont destinés à exciter et à provoquer les musulmans, altérant ainsi les relations amicales entre les deux pays; mais ces représentations n'ont pas eu d'effet. Une telle attitude ne peut signifier qu'une chose, - à savoir que les chefs hindous et sikhs, en donnant leur accord au plan de partage, n'avaient aucune intention de permettre sa mise à exécution, et que, en outre, l'Inde est décidée à faire échouer le règlement intervenu par tous les moyens à sa disposition. En d'autres termes, l'existence même du Pakistan constitue le principal casus belli en ce qui concerne l'Inde.

9. Les événements qui eurent lieu après l'annonce du ralliement des Etats de Junagadh et de Manavadar au Pakistan apportèrent une autre confirmation à la thèse du Gouvernement du Pakistan, selon laquelle le Gouvernement de l'Inde entend, par tous les moyens à sa disposition, détruire le Pakistan.

10. Conformément au plan de partage dont on était convenu et à l'Indian Independence Act de 1947, les Etats de l'Inde n'étaient obligés de demander leur rattachement à aucun des deux Dominions. Malgré cette disposition fort claire, le Gouvernement de l'Inde, en combinant la menace et la séduction, força un certain nombre d'Etats à se rallier à l'Union indienne. Les gouvernants du Junagadh et du Manavadar furent l'objet de menaces analogues, mais ne se laissèrent pas intimider et se rallièrent au Pakistan. Ce fut le signal pour l'Inde de lancer avec toute sa force son attaque, en utilisant toutes les armes possibles contre les Etats, contre leur volonté, à passer d'un Dominion à l'autre. Le Gouvernement du Pakistan reçut des protestations soulignant qu'un Etat dont la population était hindoue dans sa majorité ne pouvait se rallier au Pakistan, puisque le pays avait été divisé sur la base des différences de confession. On invoqua aussi comme raison que le Junagadh, bien qu'on pût y accéder du Pakistan occidental en franchissant un petit bras de mer n'était pas contigu au Pakistan et que son ralliement au Pakistan était destiné à porter atteinte à l'intégrité de l'Inde. En même temps qu'il faisait entendre ces protestations, le Gouvernement de l'Inde amena d'importants contingents de troupes hindoues aux frontières du Junagadh et encouragea les Etats hindous voisins, qui s'étaient ralliés à l'Inde, à en faire autant. Par une violation manifeste de l'accord visant au maintien du statu quo, l'Etat du Junagadh fut soumis à un blocus économique qui interrompit l'entrée sur son territoire de tous les articles essentiels, notamment la nourriture, l'habillement et le charbon. Le fonctionnement des moyens de communication, notamment des chemins de fer et du télégraphe, fut organisé de telle façon qu'il devint virtuellement impossible à l'Etat ou à la population musulmane du Junagadh de communiquer avec le monde extérieur par les moyens ordinaires. Une violente campagne de presse destinée à détruire le moral

de l'administration de l'Etat et à créer la panique au milieu de la population, fut lancée à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Etat.

11. La création d'un "gouvernement provisoire" dont le siège fut fixé d'abord à Bombay, puis transféré à Rajkot, constitua un autre dispositif d'attaque. Ce gouvernement prétendit avoir le droit de libérer la population non-musulmane de l'Etat de Junagadh. L'organisation qui, sous le nom d'"Azad Fouj", se mit à la disposition du gouvernement provisoire, fut une création des officiers et des troupes du Dominion de l'Inde et fut armée par leurs soins. Non seulement le "gouvernement provisoire" s'empara par la force des propriétés de l'Etat à Rajkot, mais encore il instaura, par la violence, des conditions qui rendirent impossible le fonctionnement de l'administration de l'Etat. Le Gouvernement de l'Inde envoya à ce moment des troupes qui occupèrent l'Etat en invoquant une prétendue invitation du Dewan. Les forces armées de l'Inde se livrèrent depuis lors, contre les musulmans habitant l'Etat, à une orgie de meurtres, d'incendies, de viols et de pillages, exactement de la même façon que dans le nord de l'Inde, et les musulmans durent s'enfuir de l'Etat. Il y a lieu d'ajouter que, tant que l'Etat était resté sous l'administration du Nabab, aucune partie de la population n'avait eu à souffrir de violences d'aucune sorte. Les journaux rapportent que M. Samaldas Ghandi,

chef du prétendu gouvernement provisoire, a remercié ouvertement le Vice-Président du Conseil de l'Inde de l'aide reçue. Tout se fit au mépris de toutes les règles de conduite internationales et de la plus élémentaire des convenances entre voisins. Dans l'intérêt de la paix entre les deux Dominions, le Pakistan s'abstint d'envoyer un seul soldat dans le Junagadh, mais l'occupation par la force du Junagadh, territoire faisant partie du Pakistan, n'en constitue pas moins un acte d'agression évident contre le Pakistan. Le Pakistan aurait le droit d'envoyer ses forces armées dans le Junagadh, pour en chasser, au moyen d'opérations militaires, les troupes indiennes qui ont envahi le territoire et, au cas où la situation actuelle continuerait, le Pakistan se trouverait dans la nécessité de prendre une mesure de cet ordre, afin de remplir les obligations qu'il a contractées envers le souverain et le peuple du Junagadh, car aux termes de l'instrument de rattachement conclu entre le Junagadh et le Pakistan, la "défense" est une obligation qui incombe au Pakistan.

12. Dans le cas du Manavadar, aucune justification - même la plus infime - ne fut jugée nécessaire et l'Etat fut occupé militairement sans qu'une explication fût fournie. Un sot semblable échut aux Etats Talukadari de Sardargarh, Bantva, Sultanabad et Mangrol. Les malheureux dirigeants de certains de ces Etats furent emprisonnés et soumis à une pression considérable pour les amener à renoncer à leur rattachement au Pakistan.

13. Le Cachemire fournit, toutefois, l'exemple le plus remarquable de l'hostilité dont fait preuve le Gouvernement de l'Inde envers les Musulmans et le Pakistan et de sa volonté de satisfaire ses ambitions de domination impérialiste sur l'ensemble du sous-continent, en suivant la tactique fasciste et en faisant ouvertement usage de la force.

14. L'Etat de Jammu et Cachemire fut acheté à la Compagnie des Indes orientales, en 1846, pour la misérable somme de sept millions et demi de roupies, par l'arrière grand père du présent maharajah hindou, dogra d'origine. La population de l'Etat se compose de musulmans dans une proportion proche de 80 %, mais l'administration civile et militaire est presque entièrement entre les mains des non musulmans. C'est un fait patent, en outre, que l'administration a fait preuve d'un esprit d'oppression, s'est montrée rétrograde et que la population musulmane a été maintenue dans un état de pauvreté, d'abjection et de misère.

15. Le 15 août 1947, l'Etat de Jammu et Cachemire, tout comme les autres Etats, fut libre de demander ou non son rattachement à l'un ou l'autre des dominions. Il conclut avec le Pakistan un accord visant à maintenir le statu quo et stipulant, entre autres choses, que l'administration des services postaux et télégraphiques serait confiée au Pakistan. Comme tous les débouchés naturels de l'Etat aboutissent au Pakistan, toutes les importations à destination de cet Etat doivent passer par le Pakistan.

16. En raison de la religion de la population de cet Etat et de l'oppression avilissante subie par cette population pendant toute la période de domination des Dogras, contre lesquels elle s'était soulevée à plusieurs reprises, il était parfaitement évident au maharadjah que toute tentative qu'il pourrait faire en vue d'entrer dans l'Union indienne et de maintenir ainsi la population essentiellement musulmane de son Etat sous le joug d'une domination hindoue, provoquerait immédiatement une révolte violente et étendue à laquelle il lui serait absolument impossible de résister au moyen de ses seules forces. Il décida par conséquent de conclure un accord visant à maintenir le statu quo avec le Pakistan et s'en servit temporairement pour dissiper le malaise de la population musulmane de l'Etat, pour l'amener à espérer que cet accord de statu quo finirait par se transformer en un rattachement complet au Pakistan. Ce n'était là, cependant, de la part du maharadjah, qu'un moyen de gagner assez de temps pour créer des conditions qui puissent lui fournir une raison plausible de faire appel aux forces armées de l'Union indienne, de telle sorte qu'après avoir brisé, avec l'aide de ces forces, toute opposition populaire, il puisse satisfaire son désir de rattacher son Etat à l'Union de l'Inde, et confier ainsi à cette dernière la responsabilité de traiter avec son peuple rebelle.

17. En septembre 1947, des réfugiés musulmans, cherchant asile au Pakistan, apportèrent des nouvelles inquiétantes des répressions et des massacres dont les musulmans étaient les victimes et auxquels se livraient des bandes de Sikhs armés et le Rashtriya Sewak Sangh, avec l'aide de la police hindoue dogra et de l'armée de l'Etat. Le nombre des

réfugiés s'accrût rapidement et il devint manifeste que les événements, qui s'étaient produits dans le Pundjab oriental et dans des Etats comme le Patiala et Kapurthala, se répétaient dans l'Etat de Jammu et Cachemire. Au même moment, on vit augmenter le nombre des incursions exécutées dans le Pakistan par des bandes armées en provenance du territoire de l'Etat dogra. Le Gouvernement du Pakistan tenta à maintes reprises de discuter ces questions avec le Gouvernement du Cachemire et d'étudier en même temps les plaintes formulées par le Gouvernement du Cachemire au sujet des marchandises dont une partie n'atteignait pas le territoire de cet Etat, en raison de l'interruption des communications dans le Pundjab. Le Gouvernement du Pakistan envoya un représentant de son Ministère des affaires étrangères à Srinagar afin de discuter ces problèmes avec l'Etat du Cachemire, mais M. Mahajan, qui avait assumé le poste de Premier Ministre de l'Etat, le 15 octobre, refusa de s'entretenir avec lui et il dut rentrer. Le jour même de sa prise de pouvoir, M. Mahajan adressa un télégramme au Premier Ministre du Pakistan, le menaçant de faire appel à une aide extérieure si le Pakistan n'acceptait pas qu'une enquête impartiale fût faite sur les questions en litige entre les deux Etats. Le Premier Ministre du Pakistan accepta immédiatement la proposition de procéder à une enquête impartiale et demanda au Premier Ministre du Cachemire de nommer un représentant à cet effet. Le Gouvernement du Cachemire, toutefois, ne mentionna plus l'affaire. Le 18 octobre, dans une communication au Gouverneur général du Pakistan, le Premier Ministre du Cachemire répéta ses accusations contre le Pakistan et conclut en disant qu'il désirait qu'il fut

absolument clair que l'attitude du Gouvernement du Pakistan ne pouvait être tolérée plus longtemps et qu'il était fondé à faire appel à une aide extérieure. Le 20 octobre, le Gouverneur général, dans sa réponse, attire l'attention sur les tentatives répétées faites par le Pakistan en vue de maintenir des relations amicales avec le Cachemire et invita le Premier Ministre du Cachemire à se rendre à Karachi et à s'entretenir directement avec lui. Le Gouverneur général fit aussi remarquer que la menace de faire appel à une aide extérieure équivalait presque à un ultimatum et prouvait que l'objectif véritable de la politique du Gouvernement du Cachemire était de trouver un prétexte à son rattachement à l'Union indienne. De l'avis du Gouvernement du Pakistan, le cours de ces négociations prouve clairement que le Gouvernement du Cachemire n'a jamais eu l'intention d'entretenir des relations amicales avec le Pakistan et que, en tous cas, dès le 15 octobre, il était décidé, de concert avec le Gouvernement de l'Inde, à faire appel à une aide extérieure.

18. Pendant ce temps, l'intensité de la répression contre les Musulmans résidant dans l'Etat allait croissant. Cette répression fut suivie d'un mouvement de résistance, en particulier dans la région de Poonch, dont la population comprend 75.000 anciens soldats qui ont combattu pour les Nations Unies au cours de la dernière guerre mondiale. Des efforts furent faits pour étouffer cette résistance sous une oppression plus sévère, et en fin de compte la sauvagerie des Dogras et la brutalité des Sikhs et du Rashtriya Sewak Sangh instaurèrent dans l'Etat le règne de la terreur. Réduite au désespoir, la population musulmane de l'Etat entra alors en révolte

ouverte dans plusieurs régions et se proclame indépendante du maharadjah. Un grand nombre de ces musulmans furent abattus sans merci et des actes d'horreur indescriptibles furent perpétrés par les forces dogra du maharadjah, avec l'aide du Rashtriya Sewak Sangh. Cet état de choses provoqua tout naturellement un vif mouvement de sympathie dans tout le Pakistan où la présence de millions de réfugiés musulmans venant du Pendjab oriental (ressortissants de l'Union indienne) et des Etats indiens, venaient constamment rappeler le sort qui attendait les musulmans du Cachemire. Certains de ces réfugiés et d'autres musulmans provenant des régions voisines avaient de nombreux liens de parenté avec les musulmans de l'Etat ainsi persécutés. Ils passèrent donc la frontière pour venir en aide à leurs parents dans cette lutte pour la liberté et même pour l'existence pure et simple. Il convient de remarquer que la première incursion au delà de la frontière de l'Etat se produisit plus d'une semaine après que le Premier Ministre du Cachemire eût menacé de faire appel à une aide extérieure. Il est évident que l'entière responsabilité de cet événement incombe au Gouvernement du maharadjah qui a fait de l'oppression des musulmans une politique d'Etat, sur le modèle de celle qu'on avait suivie dans le Pendjab oriental et dans les Etats tels que le Patiala, Rharatpur et Alwar, etc. De connivence avec le Gouvernement de l'Inde, il saisit l'occasion de cette incursion pour mettre à exécution des plans longuement mûris. Ces plans prévoyaient le rattachement du Cachemire à l'Union indienne par un coup d'état et l'occupation du Cachemire par les troupes indiennes, coïncidant avec l'acceptation par l'Inde du rattachement demandé. Le Gouvernement du Pakistan n'a pas accepté et ne peut pas accepter le rattachement à l'Inde de l'Etat de Jammu et Cachemire. A son sens, la mauvaise foi et la violence sont

sont à la base de ce rattachement. Ce rattachement est entaché de mauvaise foi, parce qu'il a été réalisé grâce à la création délibérée d'un ensemble de circonstances visant à fournir un prétexte à sa mise en scène. Il est entaché de violence parce qu'il servait le dessein du Gouvernement du Cachemire de "liquider" la population musulmane de l'Etat. Il allait à l'encontre des aspirations bien connues de l'immense majorité de la population et ne saurait trouver de justification sur aucun terrain, moral, constitutionnel, géographique, économique, culturel ni religieux;

19. Au cours de ces derniers temps, le Gouvernement de l'Inde s'est appliqué à induire le monde en erreur quant aux aspirations véritables du peuple du Cachemire en montant en épingle la Conférence nationale et son chef, le Cheik Abdulla. Mais, en 1946, le Cheik Abdulla avait été condamné pour trahison à une longue peine d'emprisonnement par le Gouvernement du maharadjah, et sa libération, au début d'octobre 1947, faisait partie du plan de rattachement à l'Inde. D'autre part, les véritables chefs des musulmans de l'Etat, dont la seule organisation représentative est la Conférence musulmane, sont maintenus en prison sous des prétextes divers. Leur véritable crime est d'être, en véritables représentants de la majorité des musulmans de l'Etat, partisans du rattachement au Pakistan.

20. Si le Gouvernement de l'Inde avait eu, à l'égard du Gouvernement du Pakistan, la courtoisie de le consulter avant d'entreprendre son action et de faire pénétrer des troupes, sans préavis dans l'Etat de Cachemire, ou s'il avait seulement informé le Pakistan de l'action qu'il se proposait d'entreprendre, rendant ainsi possibles des conversations et des consultations, la tragédie du Cachemire aurait pu être évitée. Les événements qui ont suivi l'occupation forcée de cet Etat par les

troupes indiennes ont fait plus que confirmer les pires appréhensions des musulmans. Des massacres, des atrocités et des crimes contre les femmes ont été commis sur une échelle qui dépasse tout ce que les forces du maharadjah avaient jusque-là perpétré. La province de Jammu, dont la population était en majorité musulmane, ne compte plus, aujourd'hui, qu'un très petit nombre de musulmans dans les régions occupées par les forces de l'Inde. La situation créée par l'intervention militaire du Gouvernement de l'Inde a porté à un degré extrême le ressentiment populaire au Pakistan.

21. Il n'est pas surprenant, en raison de la façon dont se sont déroulés les faits, que des membres de tribus et des personnes résidant au Pakistan, en particulier des réfugiés musulmans de l'est de Pendjab (dont il convient de se rappeler qu'ils sont ressortissants de l'Union indienne) prennent part, à titre individuel, à la lutte pour la libération du Cachemire dans les rangs des forces du Gouvernement de l'Azad Cachemire. Pour en venir à l'équipement militaire moderne, dont on a attribué la possession aux forces de l'Azad Cachemire, il résulte de renseignements dignes de foi recueillis par le Gouvernement du Pakistan, que ces forces sont pauvrement équipées, et que les quelques armes modernes dont elles disposent ont été prises aux troupes dogras et indiennes ou étaient déjà en leur possession au temps de l'occupation britannique. Le Gouvernement du Pakistan repousse énergiquement l'accusation d'avoir procuré du matériel militaire, des moyens de transport et des fournitures aux "envahisseurs". Il nie également que les officiers du Pakistan les entraînent, les dirigent ou les aident de toute autre manière.

22. La résistance militaire de l'Azad Cachemire a, sans aucun doute, constitué une surprise pour le Gouvernement de l'Inde qui semble avoir sous-estimé la valeur militaire et le patriotisme d'un peuple atteint au plus profond de lui-même par les horreurs dont il a été victime, comme ses coréligionnaires de certaines parties de l'Union indienne. Le caractère du terrain, le climat, la connaissance qu'ont les forces de l'Azad Cachemire du pays dans lequel elles opèrent et qui est le plus souvent leur pays d'origine, leurs traditions militaires et la technique qu'elles ont acquise durant leur lutte aux côtés des Nations Unies, se sont combinés pour contrebalancer, dans une large mesure, l'énorme supériorité de l'équipement des forces indiennes.

23. Cet exposé des événements du Cachemire serait incomplet sans une indication des nombreux efforts faits par le Gouvernement du Pakistan pour arriver à un règlement pacifique du problème. Aussitôt après l'intervention du Gouvernement de l'Inde au Cachemire, le 27 octobre, le Gouverneur général du Pakistan a convoqué une conférence à laquelle devaient assister les deux gouverneurs généraux, les deux premiers ministres des dominions, ainsi que le maharadjah et le Premier Ministre du Cachemire. Cette conférence n'a pas abouti en raison d'une indisposition du Pandit Jawaharlal Nehru, Premier Ministre de l'Inde. Une deuxième réunion a été convoquée pour le 1er novembre, mais une fois encore, le Pandit Nehru n'a pu venir, et seul, le Gouverneur général de l'Inde y assistât. Au cours de ses entretiens avec le Gouverneur général de l'Inde, le Gouverneur général du Pakistan a présenté les propositions suivantes :

- (1) Arrêt immédiat des hostilités, - les deux gouverneurs généraux devant recevoir des gouvernements des deux dominions avec les pleins pouvoirs nécessaires, l'autorisation de publier immédiatement une proclamation accordant, aux deux forces en présence, un délai de 48 heures pour cesser le feu.

Le Gouverneur général du Pakistan a expliqué qu'il n'exerçait aucun contrôle sur les forces du Gouvernement de l'Azad Cachemire ou sur les membres des tribus qui participaient à la lutte à titre individuel, mais qu'il les avertirait que, s'ils n'obéissaient pas immédiatement à l'ordre de cesser le feu, les forces des deux dominions engageraient les hostilités contre eux.

(2) Evacuation simultanée et la plus rapide possible des territoires de l'Etat de Jammu et Cachemire, tant par les forces du dominion de l'Inde que par les "envahisseurs" de l'extérieur.

(3) Octroi au deux gouverneurs généraux, avec l'approbation des gouvernements des deux dominions, de pleins pouvoirs pour rétablir la paix et assurer l'administration de l'Etat de Jammu et Cachemire, et pour organiser sans délai un libre plébiscite, sous leur contrôle commun et leur surveillance commune.

24. Durant plusieurs jours, aucune réponse ne vint à ces propositions. Toutefois, le 2 novembre, le Premier Ministre de l'Inde précisa nettement dans une allocution radiodiffusée, que le Gouvernement de l'Inde entendait imposer une décision par une action militaire, poursuivre son occupation, et maintenir l'administration fantoche, qu'il avait créée. Le plébiscite, qu'il a annoncé, devait avoir lieu après que l'Etat aurait été entièrement asservi par les forces armées de l'Inde et ne devait être rien d'autre qu'une farce aboutissant à l'occupation permanente de l'Etat par l'Inde, occupation qui reste le but du Gouvernement indien. Toutes les conversations ultérieures entre les deux dominions sont demeurées infructueuses, en raison de l'insistance de l'Inde pour maintenir ses troupes sur les territoires de l'Etat, et en raison de son refus d'accepter une administration impartiale, condition préalable d'un plébiscite libre et sans entraves. Le Gouvernement du Pakistan a proposé, dès le 17 novembre

quo l'ensemble de la question, y compris le maintien des troupes, le caractère de l'administration provisoire et le plébiscite soit déferé aux Nations Unies, mais le Gouvernement de l'Inde a repoussé cette proposition.

25. Tandis que le Pakistan fait tout ce qui est en son pouvoir pour maintenir des relations pacifiques avec l'Inde, des bandes armées, en provenance de l'Etat de Jammu et Cachomire, se sont livrées à de nombreuses attaques sur le territoire du Pakistan, appuyées par les forces du maharadjah et par celles de l'Union de l'Inde. Le Gouvernement du Pakistan a adressé à ce propos des représentations répétées au Gouvernement de l'Inde, mais sans obtenir de résultats. La "Royal Indian Air Force" s'est également livrée à de nombreuses attaques sur le territoire du Pakistan, causant des pertes considérables en vies humaines et en biens. Les protestations du Gouvernement du Pakistan n'ont abouti qu'à une affirmation du Gouvernement de l'Inde selon laquelle il n'y a là que des incidents mineurs dus à une erreur de calcul des aviateurs indiens. Cependant, les attaques se sont poursuivies.

26. La manière dont s'est comportée l'Inde à l'égard du Pakistan en ce qui concerne les questions administratives, économiques et financières révèle la même attitude hostile vis-à-vis de ce pays. Les opérations de partage elles-mêmes ont été marquées par une obstruction aux formes multiples, tendant à priver le Pakistan de sa part équitable dans les avoirs financiers et autres, et, même dans les cas où un accord a été conclu l'application de cet accord a été retardée ou sabotée. On peut citer un grand nombre de cas à l'appui de ce qui précède, mais il suffira de mentionner les exemples suivants :

- 1) Partage des approvisionnements militaires,
- 2) Partage des réserves monétaires,
- 3) Intervention auprès de la Reserve Bank pour détruire l'équilibre financier et les réserves monétaires du Pakistan.

27. Pour surveiller la répartition des forces armées et le partage du matériel militaire un conseil de défense mixte a été créé. Ce conseil se compose de Lord Mountbatton, Gouverneur général de l'Inde, Président, et des représentants des deux gouvernements successeurs, l'Inde et le Pakistan, ainsi que du Field-Marshal Auchinleck, Commandant suprême et autorité impartiale chargée d'appliquer les décisions du conseil de défense mixte. On avait estimé que le Commandant suprême serait en mesure d'achever sa tâche le 31 mars 1948; mais, peu de temps après l'institution du commandement suprême, l'Inde a créé à Delhi une atmosphère tellement hostile que le Commandant suprême s'est trouvé dans l'impossibilité de s'acquitter de cette mission et a été contraint de préconiser la suppression de son quartier général bien avant d'avoir achevé sa tâche. En dépit des protestations du Pakistan le Gouvernement de l'Inde a réussi à éliminer cette organisation impartiale qui aurait pu assurer une répartition équitable des approvisionnements et une réorganisation appropriée des forces armées. Le Gouvernement de l'Inde avait, à l'époque, donné sa parole d'honneur que le Pakistan aurait la part du matériel militaire qui lui revenait. Ces assurances avaient été appuyées par Lord Mountbatton qui, à une réunion du Conseil de défense mixte, tenue le 28 novembre avait déclaré qu'il "crovait qu'en raison de l'appui unanime donné par le cabinet de l'Inde à l'engagement en vertu duquel l'Inde livrerait au Pakistan sa part intégrale du matériel en cause, la principale objection soulevée par ce pays se trouvait éliminée." Cet engagement, comme d'autres engagements analogues du Gouvernement de l'Inde, n'a pas été tenu et les faibles livraisons de matériel militaire au Pakistan semblent devoir s'arrêter complètement.

28. L'historique du partage des réserves monétaires illustre encore davantage l'attitude du Gouvernement de l'Inde. Le solde en espèces du Gouvernement de tout le pays avant le partage s'élevait, le 14 août 1947, à quatre milliards de roupies. Les représentants du Pakistan ont demandé que sur cette somme, un milliard de roupies soit remis à ce pays comme constituant sa part. La question ne pouvant être réglée, il fut décidé de la déléguer au Tribunal arbitral. Toutefois, au début de décembre 1947, tous les litiges en suspens qui avaient été déferés au Tribunal arbitral furent réglés par un accord entre les deux dominions de la part du Pakistan dans le solde en espèces fut fixé à 750 millions de roupies. Cet accord financier avait été réalisé à titre particulier et n'était en aucune façon lié à la question du Cachemire ni à aucun autre problème. Néanmoins, l'Inde, a depuis refusé de remettre cette somme au Pakistan tant que la question du Cachemire ne serait pas réglée. L'attitude de l'Inde n'est rendue possible que par le fait que la Réserve Bank de l'Inde, qui détient les réserves monétaires, est contrôlée et dominée par le Gouvernement de l'Inde et par le fait qu'elle ne fonctionne pas, comme elle le devrait, en qualité de dépositaire des deux dominions.

29. D'après les accords conclus au moment du partage, la Réserve Bank de l'Inde devait exercer les fonctions de banquier et d'institut monétaire tant pour l'Union de l'Inde que pour le Pakistan. Comme on s'est rendu compte qu'il faudrait un certain temps pour que le Pakistan institue sa propre monnaie et son propre institut bancaire et pour qu'il substitue cette monnaie à la monnaie commune qui avait cours aux Indes avant le partage et qui est utilisée dans tout le pays,

il a été convenu que la monnaie du Pakistan ne commencerait à être utilisée qu'à partir du 1^{er} avril 1948, mais qu'un institut monétaire séparé serait créé par le Pakistan le 1^{er} octobre 1948. Sur la proposition faite avant le partage par la Reserve Bank, il a été convenu que :

- a) Tant que le service bancaire disposerait de billets de banque, le Pakistan recevrait librement des avances de trésorerie moyennant le paiement d'un intérêt d'un demi pour cent et que la seule limite à ses avances serait constituée par les disponibilités du service bancaire;
- b) Que lorsque le Pakistan aurait besoin de moyens financiers pour faire face à des besoins auxquels il ne pourrait faire face au moyen de ses propres disponibilités ou par des avances de trésorerie, il pourrait augmenter sa circulation financière en émettant des bons. La limite de ces bons a été fixée à 30 millions de roupies; il a été convenu, comme complément à l'accord financier entre l'Inde et le Pakistan annoncé le 9 décembre 1947, que l'Inde ne s'opposerait pas à l'élévation de cette limite si la Reserve Bank ne soulevait pas d'objection. Ces bons devaient être retirés par échange avec la part du Pakistan dans les avoirs du service d'émission de la Reserve Bank.

Sous l'impulsion directe du Gouvernement de l'Inde, la Reserve Bank refuse maintenant d'exécuter ses obligations. Cette pression se poursuit et est destinée à porter atteinte au régime monétaire et à l'équilibre financier du Pakistan mettant ainsi en danger la sécurité de l'Etat.

30. Non content de ces divers actes d'hostilité et d'agression contre le Pakistan, le Gouvernement de l'Inde menace maintenant ce pays d'une action militaire directe.

